



PROGRAMME D'ACTIONS

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

ANNEE 2017

Le programme d'actions constitue le support opérationnel pour l'attribution des subventions de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat).

Il est, d'une part, un document de référence pour le service instructeur dans le traitement des dossiers. D'autre part, s'agissant d'un document faisant l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs et donc opposable au tiers, il permet aux éventuels bénéficiaires d'appréhender les aides auxquelles ils peuvent prétendre.

Il s'applique sur le territoire du délégataire des aides à la pierre qu'est le Conseil Départemental, à savoir l'ensemble du département, hors les communes appartenant au Grand Montauban-Communauté d'Agglomération.

Depuis le 1er janvier 2010, le Conseil Départemental est délégataire des aides à la pierre en convention de type 3, convention renouvelée en 2012 pour 6 ans.

Conformément aux principes généraux d'attribution des subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), une subvention de l'Agence n'est jamais de droit. La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) apprécie l'opportunité de la prise en compte des travaux envisagés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental ou technique du projet et des orientations générales fixées par le Conseil d'Administration et des critères d'éligibilité qu'elle adopte annuellement.

BILAN DE L'ANNÉE 2016

RESULTATS QUANTITATIFS/QUALITATIFS

1) Suivi des crédits

	CREDITS Anah	CREDITS programme " habiter mieux "
Enveloppe 2016	2 299 159 €	492 000€
Consommation 2016	2 298 071 €	463 772 €
	dont travaux 2 209 159 € dont AMO renforcée 13 407 € dont ingénierie 75 505 €	dont ASE 337 282 € dont AMO 126 490 €
Reliquat 2016	1 088 €	28 228 €

2) Répartition par secteur et par catégorie de propriétaires des crédits Anah destinés aux travaux (hors ingénierie et AMO renforcée)

	<u>Consommation globale</u>	<u>OPAH/PIG</u>	<u>DIFFUS</u>
Propriétaires bailleurs	301 752 €	290 961 €	10 791 €
Propriétaires occupants	1 907 407 €	1 308 503 €	598 904 €
Total	2 209 159 €	1 599 464 €	609 695 €

On constate que 72,4 % de l'enveloppe travaux a été consommée en secteur programmé.

Les propriétaires occupants représentent 86 % et les propriétaires bailleurs 14 % ; les secteurs contractualisés représentent 69% des dossiers PO et 96 % des dossiers PB ce qui confirme l'importance de cette contractualisation qui se traduit par un suivi-animation sur le secteur et facilite donc le montage des dossiers.

Il paraît donc important d'inciter les communautés de communes à mettre en place des OPAH ou des PIG notamment pour les dossiers PB.

3) Suivi des objectifs 2016

	2016	
	Objectifs	Résultats
PO	295	272
Logements indignes et très dégradés	10	9
Autonomie	88	88
Economies d'énergie	197	175
PB	26	14
* dont logements indignes et très dégradés		11
* dont logements moyennement dégradés		2
* dont économies d'énergie		1
Total des logements bénéficiant de l'aide du FART	246	218
* en PO		205
* en PB		13
Logements conventionnés social	26	14
TOTAL	321	286

OBJECTIFS DE L'ANNÉE 2017

1) Contexte départemental

Le Tarn-et-Garonne comprend :

- 244 545 habitants (*recensement INSEE 2011*)
- 195 communes dont la ville de Montauban qui compte environ de 56 000 habitants et 2 villes de plus de 10 000 habitants (Castelsarrasin et Moissac)
- 10 communautés de communes
- Le Grand Montauban – Communauté d'Agglomération

Nota : le Grand Montauban est composé de 9 communes (Albefeuille-Lagarde, Bressols, Corbarieu, Lamothe-Capdeville, Montbeton, Reyniès, Saint-Nauphary, Villemade et Montauban). Elle est délégataire des aides à la pierre sur son propre territoire et n'est donc pas concernée par le présent programme d'action territorial.

Caractéristiques du territoire :

-Situé à 50 km de la métropole régionale, le département est bien desservi en infrastructures routières et ferroviaires

-l'activité agricole, notamment l'**arboriculture** est importante (il est le 1^{er} département français producteur de pommes et prunes). Cette activité s'appuie sur un besoin en **main d'œuvre saisonnière importante**, venant pour la plupart de l'étranger, ce qui génère des besoins spécifiques en logement.

-Ce territoire en développement, soumis à l'influence toulousaine, a vu exploser sa **production de logements** et le prix du foncier depuis 2001. L'habitat y est très résidentiel avec une tendance récente à une légère densification.

-L'explosion démographique a surtout concerné les communes périphériques de la ville-centre et celles situées au sud du département.

-Le département a connu une **forte création d'emplois**, mais un **taux de chômage plus élevé** que la moyenne régionale (10,8% contre 9,9 % pour la Région - taux de chômage 4^{ème} trimestre 2012-*source INSEE*).

-De même, les **revenus** sont en progression, mais restent très **inférieurs aux régionaux** (revenus médians 2012 par unité de consommation – *source INSEE* : Tarn-et-Garonne : 18 399 €).

-Le parc de logements est essentiellement constitué de **résidences principales** : 84,4% en 2012 dont 66,5 % de propriétaires et avec une vacance de 9,6%. 78 % des résidences principales sont des maisons.

-30 % des ménages sont composés de personnes seules alors que le parc de résidences principales se composent de 74 % de logements comprenant 4 pièces et plus.

2) Priorités d'intervention

Priorités nationales :

Les principales orientations pour 2017 s'inscrivent dans la continuité des années précédentes :

- **la lutte contre la précarité énergétique** dans le cadre du plan de rénovation énergétique de l'habitat (PREH) à travers le programme Habiter Mieux en priorisant les ménages les plus modestes et en renforçant les actions de repérage

- **la lutte contre l'habitat indigne et dégradé**

- **l'accompagnement des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap pour l'adaptation de leur logement**

- **le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles**

- **le développement d'un parc privé conventionné à vocation sociale**

- **l'humanisation des structures d'hébergement**

Rappel du programme " Habiter Mieux " mis en place par l'Etat. Il est destiné à aider les propriétaires occupants à financer des travaux de rénovation énergétique pour diminuer d'au moins 25 % les déperditions d'énergie et pour les propriétaires bailleurs pour une diminution de 35 %. L'octroi de cette aide (aide de solidarité écologique: ASE) est soumis à l'existence d'un Contrat Local d'Engagement (CLE) contre la précarité énergétique sur le territoire où est situé le logement.

Pour les propriétaires occupants, l'ASE est une prime correspondant à 10 % du montant des travaux subventionnables plafonnée à 2 000 euros pour les propriétaires occupants très modestes et 1 600 euros pour les propriétaires occupants modestes.

Pour les propriétaires bailleurs, l'ASE est une prime forfaitaire de 1 500 euros par logement.

Priorités locales :

En fonction des priorités nationales fixées par l'agence et des enjeux du département, des priorités locales ont pu être dégagées :

Le traitement de l'habitat indigne ou très dégradé :

Toutes les opérations programmées contiennent un volet spécifique lié à cette problématique.

La rénovation thermique des logements :

La problématique touche un grand nombre de propriétaires occupants modestes et très modestes.

Cet axe est une priorité locale, compte-tenu de l'ancienneté du parc des résidences principales, caractéristique largement répartie sur le territoire. Le délégataire Conseil Départemental souhaite favoriser le traitement de la précarité énergétique. Afin de permettre aux propriétaires occupants modestes et très modestes de bénéficier de l'ASE, le Conseil Départemental a mis en oeuvre son CLE qui a été signé le 8 novembre 2011.

L'adaptation des logements des propriétaires occupants à la perte d'autonomie (handicap et dépendance)

Action en faveur des logements sociaux et très sociaux :

Le logement social et très social constitue une priorité départementale.

3) Objectifs quantitatifs et moyens financiers pour 2017

objectifs :

Les objectifs fixés sont les suivants :

Objectifs	Propriétaires Bailleurs	Propriétaires Occupants
TOTAL dont :	26	346
* Logement indigne ou très dégradé		20
* Précarité énergétique *		264
* Autonomie *		62

* Hors LHI/TD

Pour 2017, un objectif concernant 12 logements en copropriétés fragiles a été fixé.

crédits :

Pour l'année 2017, l'enveloppe des droits à engagements destinée au parc privé est fixée à **2 748 788 €** pour l'aide Anah et 612 000 € pour le FART.

5) Grilles de priorités

Propriétaires occupants

Les dossiers situés dans les secteurs contractualisés (OPAH, PIG) sont traités en priorité.

Pour pouvoir bénéficier des aides aux travaux lourds hors centre-bourg, il faut être propriétaire depuis plus de 2 ans.

Les aides aux travaux s'articulent autour de axes définis ci-dessous.

1) Les projets de travaux lourds

Définition : ce sont des travaux d'une grande ampleur et d'un coût élevé qui visent à résoudre une situation d'habitat indigne particulièrement grave ou de dégradation très importante.

Conditions :

–le logement a fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril

ou

–un rapport d'évaluation réalisé par un professionnel qualifié qui certifie l'existence d'une situation d'insalubrité ou de dégradation importante. Il est réalisé sur la base de la grille d'évaluation de l'insalubrité ou de la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

Obligations :

–soit une mission de maîtrise d'œuvre complète

–soit, en dehors du cas de maîtrise d'œuvre obligatoire, une prestation d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, exécutée dans le cadre d'une mission de suivi-animation d'opération programmée, ou donnant lieu à l'octroi d'une subvention forfaitaire au demandeur

–le dossier doit comporter une évaluation énergétique avant travaux et projetée après travaux permettant de déterminer le gain de performance résultant de la réalisation du projet de travaux

2) les travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat

Ils permettent de traiter l'insalubrité ou un péril d'ampleur limitée dont la résolution ne nécessite pas des travaux lourds ou de répondre à une procédure liée à la mise en sécurité des équipements communs ou liée au risque saturnin.

Conditions :

- le logement a fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril
- ou
- constatation de l'existence d'une situation d'insalubrité avérée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à de la grille d'évaluation de l'insalubrité de l'habitat (si le coefficient est supérieur à 0,3, l'insalubrité est avérée)
- d'un arrêté pris en application des articles L. 129-1 et suivants du CCH (travaux de sécurité des équipements communs)
- d'une notification de travaux prise en application de l'article L. 1334-2 du même code (travaux de suppression du risque saturnin)
- d'un constat de risque d'exposition au plomb

3) les travaux pour l'autonomie de la personne

Ils permettent d'adapter le logement et ses accès aux besoins spécifiques d'une personne en situation de handicap ou de perte d'autonomie liée au vieillissement.

Conditions :

* fournir un des justificatifs suivants de handicap ou de perte d'autonomie :

- décision de la CDAPH reconnaissant l'éligibilité à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), à l'allocation pour adulte handicapé (AAH) ou à la prestation de compensation du handicap (PCH),
- décision de la CDAPH mentionnant le taux d'incapacité permanente et rendue à l'occasion d'une demande de carte d'invalidité
- évaluation de la perte d'autonomie en Groupe iso-ressources de niveau 1 à 6. Pour les personnes autonomes ou relativement autonome âgées de plus de 60 ans en cas d'impossibilité de faire réaliser l'évaluation de la perte d'autonomie en GIR par un organisme de gestion des régimes obligatoires de la sécurité sociale, cette évaluation peut être effectuée par la personne réalisant le rapport d'ergothérapie ou le diagnostic autonomie.

et

- un document permettant de vérifier l'adéquation du projet à ses besoins réels : rapport d'ergothérapeute, diagnostic autonomie réalisé par un architecte ou un technicien compétent ou évaluation réalisée lors de la demande de prestation compensatoire du handicap.

Une priorisation pour l'engagement des dossiers autonomie est établie comme suit :

- les GIR 1 à 4 et les dossiers relevant d'une situation d'urgence seront examinés en priorité
- les GIR 5 et 6 et les dossiers relevant de la prévention seront examinés au 2ème semestre en fonction des crédits et des objectifs quantitatifs.

4) travaux de lutte contre la précarité énergétique

Ce sont des travaux d'économie d'énergie qui doivent permettre d'obtenir un gain énergétique après travaux de 25 % et qui donnent lieu à l'octroi de l'aide de solidarité écologique dans les conditions définies par le règlement des aides du FART.

Bénéficiaires : les propriétaires occupants modestes et très modestes

Travaux : économies d'énergie et travaux directement induits dans le cas des changements de menuiseries, obligation de la présence d'une VMC
Les volets ne seront pas pris en compte.

5) travaux autres

Seuls les dossiers de propriétaires très modestes sont subventionnables ; pour des travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif, la subvention vient en complément d'une aide de l'agence de l'eau.

Les demandes sont soumises à l'avis de la CLAH et sont traitées en fin d'année au vu des crédits disponibles.

Propriétaires bailleurs

L'octroi des aides aux travaux est conditionné à la signature, par le propriétaire bailleur, d'une convention à loyer maîtrisé avec l'Anah. Cette convention peut être à loyer social ou très social et fixe un certain nombre d'engagements à respecter :

- la durée de la convention entre le propriétaire bailleur et l'Anah est de **minimum** 9 ans si le logement a bénéficié d'une aide aux travaux,
- le propriétaire bailleur s'engage à louer son logement à des personnes physiques l'occupant à titre de résidence principale (au moins 8 mois par an)
- le logement doit respecter les caractéristiques de décence définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002. Il ne doit pas présenter de risques manifestes pour la sécurité physique et la santé des occupants et doit être pourvu des équipements habituels permettant de l'habiter normalement
- le loyer du logement ne peut excéder un loyer maximal fixé localement par l'Anah en fonction des loyers de marché
- le propriétaire bailleur s'engage à louer le logement à des ménages dont les revenus, à la date de la signature du bail, sont inférieurs aux plafonds de ressources (ci-joint en annexe 4)
- s'il s'agit d'un logement occupé, le bail doit faire l'objet d'un renouvellement.

Sont traités en priorité les dossiers situés dans les secteurs contractualisés (OPAH, PIG).

Obligation de fournir une évaluation énergétique qui devra mentionner les consommations avant travaux et les consommations projetées après travaux, ainsi que les travaux à réaliser. Le logement doit être après travaux au moins classé en étiquette D (sauf impossibilité technique démontrée et pour les travaux relevant du manquement au règlement sanitaire départemental).

Eligibilité des logements vacants :

- sur secteur programmé : un avis préalable de la CLAH sera nécessaire pour les dossiers hors centre bourg
- sur le secteur diffus : seuls les dossiers situés en centre bourg seront éventuellement retenus après avis préalable de la CLAH ; les dossiers d'amélioration des performances énergétiques ne nécessitent pas d'avis préalable.

Le dispositif COSSE :

L'article 46 de la loi n°2016-1918 du 29/12/16 de finances rectificative pour 2016 institue un nouveau dispositif fiscal au conventionnement, le dispositif Cosse et entraîne ainsi la fin du dispositif Borloo dans l'ancien pour toutes les conventions avec ou sans travaux pour lesquelles les demandes sont déposées à compter du 1^{er} février 2017.

L'avantage fiscal en zone C (toutes les communes du territoire de gestion du Conseil Départemental sauf Lacourt-Saint-Pierre, Saint-Etienne de Tulmont et Léojac qui sont en zone B2) est conditionné par un recours à l'intermédiation locative (location à un organisme agréé avec sous-location ou par le biais d'un mandat de gestion sociale). Il est de 85 %.

Pour les 3 communes en zone B2 (Lacourt-Saint-Pierre, Saint-Etienne de Tulmont et Léojac), l'avantage fiscal est de 50 % en social et très social sans obligation d'IML.

1) Les projets de travaux lourds

Définition : ce sont des travaux d'une grande ampleur et d'un coût élevé qui visent à résoudre une situation d'habitat indigne particulièrement grave ou de dégradation très importante.

Conditions :

–le logement a fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril

ou

- un rapport d'évaluation réalisé par un professionnel qualifié certifie l'existence d'une situation d'insalubrité ou de dégradation importante. Il est réalisé sur la base de la grille d'évaluation de l'insalubrité ou de la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

Obligations :

–soit une mission de maîtrise d'oeuvre complète

–soit, en dehors du cas de maîtrise d'oeuvre obligatoire, une prestation d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, exécutée dans le cadre d'une mission de suivi-animation d'opération programmée, ou donnant lieu à l'octroi d'une subvention forfaitaire au demandeur

2) les travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat

Ils permettent de traiter l'insalubrité ou un péril d'ampleur limitée dont la résolution ne nécessite pas des travaux lourds ou de répondre à une procédure liée à la mise en sécurité des équipements communs ou liée au risque saturnin.

Conditions :

–le logement a fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril

ou

–constatation de l'existence d'une situation d'insalubrité avérée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à de la grille d'évaluation de l'insalubrité de l'habitat (coefficient > à 0,3 pour une insalubrité avérée).

–d'un arrêté pris en application des articles L. 129-1 et suivants du CCH (travaux de sécurité des équipements communs)

–d'une notification de travaux prise en application de l'article L. 1334-2 du même code (travaux de suppression du risque saturnin)

–d'un constat de risque d'exposition au plomb

3) les travaux d'autonomie de la personne

il s'agit des travaux permettant d'adapter le logement et les accès au logement aux besoins spécifiques du locataire. Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que pour les propriétaires occupants (cf page 7).

4) les travaux pour réhabiliter un logement dégradé

Ils permettent de résoudre une situation avérée de dégradation " moyenne ", qui a été constatée sur la base d'un diagnostic réalisé par un professionnel qualifié à l'aide de la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

5) travaux d'amélioration des performances énergétiques

Ces travaux, réalisés dans un logement ou un bâtiment peu ou pas dégradé, doivent permettre un gain de performance énergétique du logement d'au moins 35 %. Ce gain est attesté par la production de l'évaluation énergétique et il donne lieu à l'octroi de l'aide de solidarité écologique dans les conditions définies par le règlement des aides du FART.

Travaux : économies d'énergie et travaux directement induits
dans le cas des changements de menuiseries, obligation de la présence d'une VMC
les volets roulants ne seront pris en compte que s'ils sont isolants

6) travaux réalisés à la suite d'une procédure RSD ou d'un contrôle de décence

Ils permettent de résoudre une situation de non conformité au RSD (règlement sanitaire départemental) ou à une situation de non-décence mise en évidence suite à un contrôle de la CAF ou de la MSA.

7) les travaux de transformation d'usage d'un local

Ce type de projet n'est recevable que dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG et doit être présenté en avis préalable à la CLAH.

Les copropriétés fragiles

Ce nouveau régime vise des copropriétés présentant des signes de premières fragilités et risquant d'entrer dans une spirale de déqualification à la fois technique, de gestion et de fonctionnement pouvant les rendre à terme en difficulté.

Bénéficiaire :

- les syndicats des copropriétés présentant des signes de fragilité sur le plan technique, financier, social ou juridique
- ceux identifiés à la suite d'actions de repérage et de diagnostic

Quels travaux :

- travaux d'amélioration énergétique portant sur les parties communes et équipements communs de l'immeuble
- le cas échéant, travaux d'intérêt collectif sur parties privatives, le syndicat étant le maître d'ouvrage.

Conditions d'éligibilité minimales :

- une classification énergétique du ou des bâtiments comprise entre D et G
- un taux d'impayés des charges de copropriété compris entre 8 et 15 % du budget voté pour les copropriétés de plus de 200 lots et de 25 % du budget voté pour les autres.

6) Modalités financières d'intervention sur le territoire du Conseil Départemental

a) Modulation des taux de subventions

Pour les Propriétaires Occupants :

	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes
Projets de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé <i>Plafond de travaux subventionnables : 50 000 € HT</i>	50%	45%
Projets de travaux d'amélioration <i>Plafond de travaux subventionnables : 20 000 € HT</i>		
- pour la sécurité et la salubrité	50%	45%
- pour l'autonomie de la personne	50%	35%
- pour la lutte contre la précarité énergétique	50%	35%
- autres travaux	35%	0%

Pour les Propriétaires Bailleurs :

	Plafonds des travaux subventionnables	Taux maximaux de subvention
Projets de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	1000 € HT/m ² dans la limite de 80 m ² par logement	35%
Projets de travaux d'amélioration	750 € HT/m ² dans la limite de 80 m ² par logement	
- pour la sécurité et la salubrité		35%
- pour l'autonomie		35%
- pour réhabiliter un logement dégradé		25%
- pour la lutte contre la précarité énergétique		25%
- suite à procédure RSD ou contrôle d'indécence		25%
- transformation d'usage	Sur avis de la CLAH	25%

* La Prime de réduction du loyer n'est pas applicable sur le secteur du délégataire Conseil Départemental car le marché n'est pas suffisamment tendu (l'écart entre le loyer de marché et le loyer plafond social est inférieur à 5€/m²).

* La prime liée à un dispositif de réservation : C'est une prime par logement faisant l'objet d'un conventionnement Anah à loyer très social avec droit de désignation du Préfet octroyée lorsqu'il existe un besoin particulier sur le territoire pour le logement ou le relogement de ménages prioritaires relevant des dispositifs DALO, PDALPD ou LHI et que le conventionnement très social s'inscrit dans le cadre d'un dispositif opérationnel existant permettant l'attribution effective du logement à un tel ménage. Son montant est de 2 000 €.

* La prime en faveur de l'intermédiation locative : C'est une prime de 1 000 € qui est attribuée aux PB qui concluent une convention à loyer social ou très social, sous condition de recours à un dispositif d'intermédiation locative via un organisme agréé (en location/sous-location ou par mandat de gestion), pour une durée d'au moins 3 ans

Convention de l'Anah avec Action Logement :

L'Anah et l'Union des Entreprises et des Salariés pour le Logement (UESL) – Action Logement ont signé une convention de partenariat qui prévoit, en contrepartie de versement d'une contribution de l'UESL, la réservation de logements conventionnés avec ou sans travaux en faveur des salariés des entreprises cotisantes.

Le dispositif de réservation est incitatif et vise à mettre en relation les propriétaires bailleurs qui conventionnent leur logement avec le correspondant local de l'UESL afin que ce dernier puisse réserver le logement en vue d'y loger des salariés sous conditions de ressources, en situation de précarité, de retour à l'emploi ou encore d'insertion.

L'objectif pour 2017 est de 30 logements conventionnés avec ou sans travaux à réserver à l'UESL (15 correspondant aux réservations non réalisées en 2016 et 15 pour 2017).

Pour les copropriétés fragiles :

	Plafond des travaux/dépenses subventionnables (HT)	Taux maximal de la subvention
<i>Travaux d'amélioration des performances énergétiques des copropriétés présentant des signes de fragilité sur le plan technique, financier, social ou juridique, identifiés à la suite d'actions de repérage et de diagnostic</i>	15 000 € par lot d'habitation principale	25%
<i>Assistance à maîtrise d'ouvrage</i>	600 € par lot d'habitation principale	30 %

b) Aide financière complémentaire du Conseil Départemental sur ses fonds propres

Le Conseil Départemental sur l'ensemble de son territoire réserve une autorisation de programme de 110 000 € au titre de l'année 2017 et propose une nouvelle politique d'aide pour le maintien à domicile, la lutte contre la précarité énergétique et la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé en complément des aides de l'Anah qui sera applicable pour les dossiers engagés à compter de la CLAH du 27 avril 2017.

Conditions :

Maintien à domicile : propriétaire occupant âgé de plus de 60 ans et/ou en situation de handicap : aide sous la forme d'une subvention complémentaire d'un montant égal à 10% de la subvention accordée par l'ANAH plafonnée à 500 €.

Lutte contre la précarité énergétique : propriétaire occupant effectuant des travaux d'économies d'énergie permettant d'obtenir un gain énergétique d'au moins 25% : aide sous la forme d'une prime forfaitaire de 500 € pour les PO très modestes et de 300 € pour les PO modestes

Dans le cas d'un dossier associant les deux thématiques, les deux aides peuvent être cumulées.

Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : propriétaire occupant en centre bourg réalisant des travaux de lutte contre l'habitat dégradé selon les critères fixés par l'Anah : prime de 1 500 € cumulable avec la prime énergétique.

c) Aide financière de la Région

Elle accorde des éco-chèques aux propriétaires occupants sous conditions de ressources (1 500 €) et aux propriétaires bailleurs conventionnant avec l'Anah (1 000 €) pour faire des travaux d'économies d'énergie dans leur logement permettant d'atteindre un gain de consommation d'au moins 25 %. Cette aide est gérée directement par le Conseil Régional.

7) Dispositif relatif aux loyers conventionnés

Les grilles de loyers ont été établies en fonction du zonage (zone C « Standard », zone C « Tendue » et zone B, cf annexe 3) et définies à partir d'une analyse du loyer du marché ayant fait l'objet d'une présentation détaillée et d'une validation en CLAH du 25 juin 2008.

Les loyers appliqués au 1^{er} janvier 2017 ont été revus en fonction de l'indice de révision des loyers du 2^{ème} trimestre 2016 et ont été validés par la CLAH du 17/12/16.

8) Opérations programmées en 2017 (suivi-animation)

- ◆ OPAH Midi-Quercy (01/07/2011 au 31/12/2017)
- ◆ OPAH Moissac (21/03/2012 au 31/12/2017)
- ◆ OPAH Sère Garonne Gimone (13/01/2014 au 13/01/2018)
- ◆ OPAH de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise (du 01/10/15 au 30/09/18)
- ◆ OPAH du Pays de Serres en Quercy (du 24/02/17 au 23/02/23)

9) Contrôles

Schéma du plan de contrôle pour 2017 :

I - CONTRÔLE INTERNE

1 - Contrôle de premier niveau :

Proportion de dossiers à contrôler par le responsable du service instructeur

- **en PO** : 10 % avec un contrôle systématique des dossiers dont le coût des travaux est > à 20 000 € HT

- **en PB** : 15 % (mais au minimum 1 si moins de 10 dossiers) avec un contrôle systématique des dossiers dont le coût est > à 100 000 € HT

Le contrôle se fera avant chaque commission et chaque envoi de bordereau de paiement en étant particulièrement vigilant sur les dossiers émanant du diffus.

2 - Contrôle hiérarchique :

Nombre de dossiers à contrôler par le Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité

- en PO : 3 dont 1 ayant eu un contrôle de 1er niveau

- en PB : 1

Ce contrôle aura lieu une fois par an.

II - CONTRÔLE EXTERNE

Ces contrôles sont effectués régulièrement avant engagement et avant paiement par les instructeurs et sont renforcés pour les dossiers identifiés dans la politique de contrôle.

1 - Contrôle sur place avant engagement :

Il sera réalisé pour permettre une meilleure compréhension des dossiers notamment ceux des PO dont le coût de travaux est supérieur à 20 000 € HT et ceux des PB dont le coût de travaux est > à 100 000 € HT ainsi que les demandes d'avis préalable.

2 - Contrôle sur place avant paiement :

- **en PO** : un contrôle systématique des dossiers dont le coût des travaux subventionnés est > à 20 000 € HT et 5 % de dossiers choisis de façon aléatoire

- **en PB** : un contrôle systématique des dossiers dont le coût est > à 100 000 € HT et 15 % de dossiers choisis de façon aléatoire

CONDITIONS DE VALIDATION DU PROGRAMME D' ACTIONS, DE SUIVI, ET D'ÉVALUATION DES MESURES ADOPTÉES

1) Validation du programme d'actions

Le présent programme a été soumis à l'avis de la commission locale d'amélioration de l'habitat du délégataire Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne. Elle a rendu un avis favorable le 27 avril 2017.

Après signature par le président du Conseil Départemental, il fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs, ainsi que tout avenant qui lui serait apporté.

Nota : La publication du programme d'actions le rend opposable au tiers.

2) Suivi et évaluation des actions mises en œuvre

Un **bilan d'activité** du programme d'actions est dressé **annuellement**. Il est transmis pour information au délégué régional de l'ANAH.

Sur la base de ce bilan annuel, le programme est adapté, notamment pour :

- tenir compte des moyens disponibles,
- fixer le niveau des loyers applicables pour le conventionnement,
- prendre en compte les nouveaux engagements.

Afin de mesurer les effets des priorités affichées et des mesures particulières adoptées dans le programme d'actions sur la consommation des crédits, un **bilan intermédiaire** est établi en début de 3^{ème} trimestre. Il permet notamment de réajuster si nécessaire les règles appliquées localement, par la voie d'un avenant au programme d'action.

Par ailleurs, le présent document est transmis au préfet de région, délégué régional de l'ANAH, pour évaluation et préparation de la programmation annuelle et pluriannuelle des crédits.

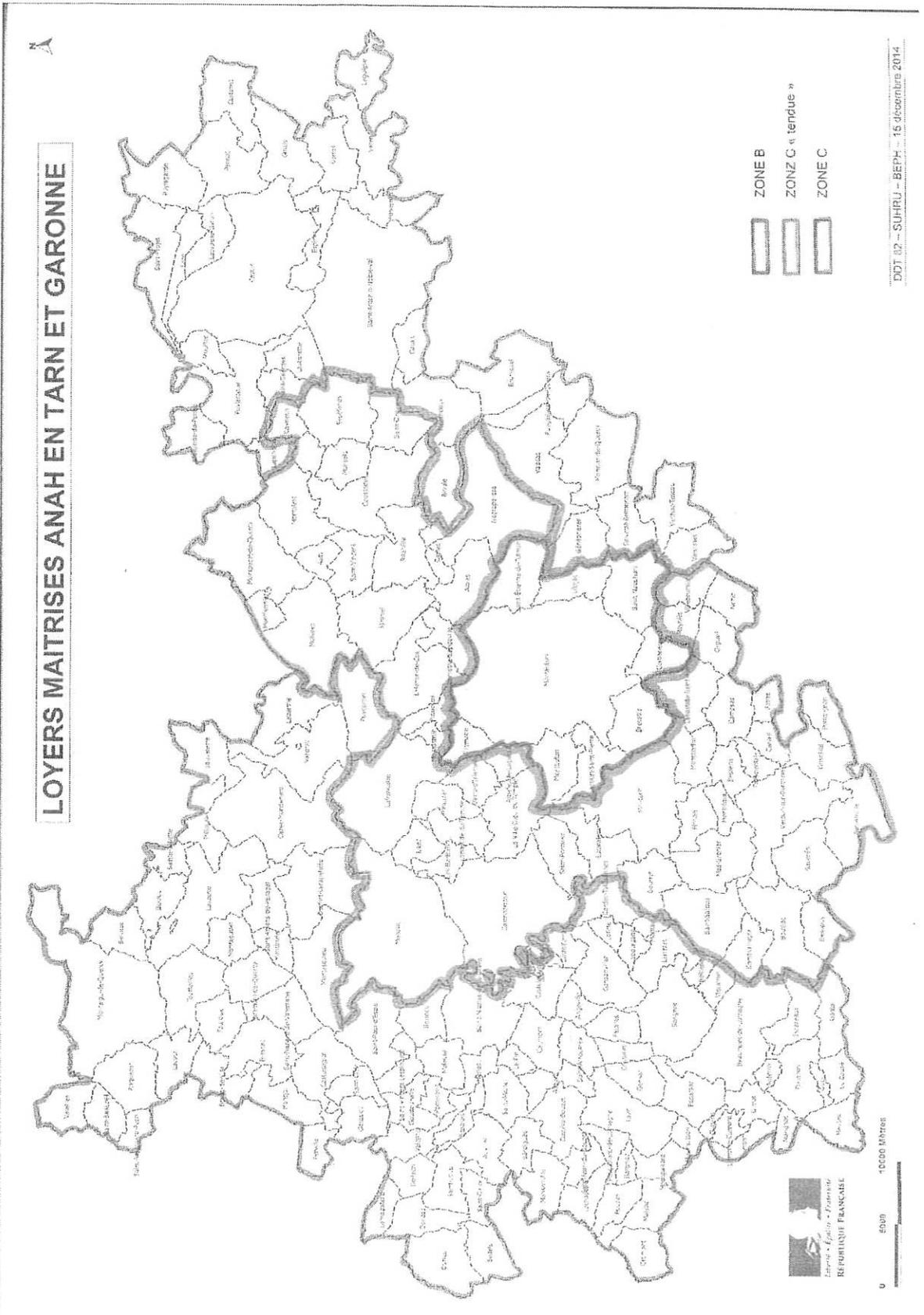
Le programme d'actions peut faire l'objet d'avenant à tout moment, avenant qui sera alors validé et publié selon la même procédure que celle décrite dans le paragraphe précédent.

A Montauban, le 27 avril 2017

Le Président du Conseil Départemental,
Délégué de l'ANAH,


Christian ASTRUC

ANNEXE 1



ANNEXE 2

Principaux sigles utilisés :

ANAH : Agence Nationale de l'Habitat

CLAH : Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat

DPE : Diagnostic de Performance Energétique

OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

OPAH RR : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale

OPAH RU : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain

PAT : Programme d'Action Territorial

PB : Propriétaires Bailleurs

PIG : Programme d'Intérêt Général

PO : Propriétaires Occupants

PST : Programme Social Thématique

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples

CLE : Contrat Local d'Engagement

FART : Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique

ASE : Aide de Solidarité Ecologique

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Conventionné Social au 01/01/2017 - Zone B

SUF*	Montant plafond loyer LCSD (1)
15	125
16	133
17	141
18	150
19	158
20	166
21	175
22	183
23	191
24	200
25	208
26	216
27	225
28	231
29	235
30	240
31	245
32	250
33	255
34	259
35	264
36	269
37	274
38	279
39	283
40	288
41	293
42	298
43	303
44	307
45	312
46	317
47	322
48	327
49	331
50	336
51	341
52	346
53	351
54	355
55	360
56	365
57	370
58	375
59	379
60	384
61	389
62	394
63	399
64	403

SUF*	Montant plafond loyer LCS (2)
65	409
66	413
67	418
68	423
69	428
70	433
71	437
72	442
73	447
74	452
75	457
76	461
77	466
78	471
79	476
80	481
81	486
82	490
83	495
84	500
85	505
86	510
87	514
88	519
89	524
90	529
91	534
92	538
93	543
94	548
95	553
96	558
97	562
98	567
99	572
100	577
101	582
102	586
103	591
104	596
105	601
106	606
107	610
108	615
109	620
110	625
111	630
112	635
113	639
114	644
115	649
116	654
117	659
118	663
119	668
120	673
121	678
122	683

SUF*	Montant plafond loyer LCS (2)
123	687
124	692
125	697
126	702
127	707
128	711
129	716
130	721
131	726
132	731
133	735
134	740
135	745
136	750
137	755
138	759
139	764
140	769
141	774
142	779
143	784
144	788
145	793
146	798
147	803
148	808
149	812
150	817
151	822
152	827
153	832
154	836
155	841
156	846
157	851
158	856
159	860
160	865
161	870
162	875
163	880
164	884
165	889
166	894
167	899
168	904
169	909
170	913
171	918
172	923
173	928
174	933
175	937
176	942
177	947
178	952
179	957
180	961

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSD (1) : Loyer Conventionné Social Dérégatoire - Concerne uniquement les logements < à 65 m²

LCS (2) : Loyer Conventionné Social

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Conventionné Social au 01/01/2017 - Zone C Tendue

SUF*	Montant plafond loyer LCSD (1)
15	97
16	104
17	110
18	117
19	123
20	130
21	136
22	143
23	149
24	156
25	162
26	169
27	175
28	182
29	188
30	195
31	201
32	208
33	214
34	221
35	227
36	234
37	240
38	247
39	253
40	259
41	266
42	272
43	279
44	285
45	292
46	298
47	305
48	311
49	318
50	324
51	331
52	337
53	344
54	350
55	357
56	362
57	367
58	372
59	376
60	381
61	386
62	391
63	395
64	400

SUF*	Montant plafond loyer LCS (2)
65	405
66	410
67	414
68	419
69	424
70	429
71	434
72	438
73	443
74	448
75	453
76	457
77	462
78	467
79	472
80	476
81	481
82	486
83	491
84	495
85	500
86	505
87	510
88	515
89	519
90	524
91	529
92	534
93	538
94	543
95	548
96	553
97	557
98	562
99	567
100	572
101	576
102	581
103	586
104	591
105	596
106	600
107	605
108	610
109	615
110	619
111	624
112	629
113	634
114	638
115	643
116	648
117	653
118	657
119	662
120	667
121	672
122	677

SUF*	Montant plafond loyer LCS (2)
123	681
124	686
125	691
126	696
127	700
128	705
129	710
130	715
131	719
132	724
133	729
134	734
135	738
136	743
137	748
138	753
139	758
140	762
141	767
142	772
143	777
144	781
145	786
146	791
147	796
148	800
149	805
150	810
151	815
152	819
153	824
154	829
155	834
156	838
157	843
158	848
159	853
160	858
161	862
162	867
163	872
164	877
165	881
166	886
167	891
168	896
169	900
170	905
171	910
172	915
173	919
174	924
175	929
176	934
177	939
178	943
179	948
180	953

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSD (1) : Loyer Conventionné Social Dérogatoire - Concerne uniquement les logements < à 65 m²

LCS (2) : Loyer Conventionné Social

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Conventionné Social au 01/01/2017 - Zone C Standart

Montant plafond loyer	
SUF*	LCS (1)
15	82
16	88
17	93
18	99
19	104
20	110
21	115
22	121
23	126
24	132
25	137
26	143
27	148
28	154
29	159
30	165
31	170
32	176
33	181
34	187
35	192
36	198
37	203
38	209
39	214
40	220
41	225
42	231
43	236
44	242
45	247
46	253
47	258
48	264
49	269
50	275
51	280
52	286
53	291
54	297
55	302
56	308
57	313
58	319
59	324
60	330
61	335
62	341
63	346
64	352

Montant plafond loyer	
SUF*	LCS (1)
65	357
66	363
67	368
68	373
69	378
70	382
71	386
72	390
73	395
74	399
75	403
76	407
77	412
78	416
79	420
80	424
81	428
82	433
83	437
84	441
85	445
86	450
87	454
88	458
89	462
90	467
91	471
92	475
93	479
94	484
95	488
96	492
97	496
98	501
99	505
100	509
101	513
102	518
103	522
104	526
105	530
106	535
107	539
108	543
109	547
110	552
111	556
112	560
113	564
114	568
115	573
116	577
117	581
118	585
119	590
120	594
121	598
122	602

Montant plafond loyer	
SUF*	LCS (1)
123	607
124	611
125	615
126	619
127	624
128	628
129	632
130	636
131	641
132	645
133	649
134	653
135	658
136	662
137	666
138	670
139	675
140	679
141	683
142	687
143	692
144	696
145	700
146	704
147	708
148	713
149	717
150	721
151	725
152	730
153	734
154	738
155	742
156	747
157	751
158	755
159	759
160	764
161	768
162	772
163	776
164	781
165	785
166	789
167	793
168	798
169	802
170	806
171	810
172	815
173	819
174	823
175	827
176	832
177	836
178	840
179	844
180	848

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSD (1) : Loyer Conventionné Social Dérogatoire - Concerne uniquement les logements < à 65 m²

LCS (2) : Loyer Conventionné Social

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Conventionné Très Social au 01/01/2017 - Zone B

SUF*	Montant plafond loyer LCTSD (1)
15	106
16	114
17	121
18	128
19	135
20	142
21	149
22	156
23	163
24	170
25	177
26	185
27	192
28	199
29	206
30	213
31	218
32	222
33	227
34	231
35	235
36	239
37	244
38	248
39	252
40	257
41	261
42	265
43	269
44	274
45	278
46	282
47	287
48	291
49	295
50	299
51	304
52	308
53	312
54	316
55	321
56	325
57	329
58	334
59	338
60	342
61	346
62	351
63	355
64	359

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (2)
65	364
66	368
67	372
68	376
69	381
70	385
71	389
72	393
73	398
74	402
75	406
76	411
77	415
78	419
79	423
80	428
81	432
82	436
83	440
84	445
85	449
86	453
87	458
88	462
89	466
90	470
91	475
92	479
93	483
94	488
95	492
96	496
97	500
98	505
99	509
100	513
101	517
102	522
103	526
104	530
105	535
106	539
107	543
108	547
109	552
110	556
111	560
112	565
113	569
114	573
115	577
116	582
117	586
118	590
119	594
120	599
121	603
122	607

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (2)
123	612
124	616
125	620
126	624
127	629
128	633
129	637
130	641
131	646
132	650
133	654
134	659
135	663
136	667
137	671
138	676
139	680
140	684
141	689
142	693
143	697
144	701
145	706
146	710
147	714
148	718
149	723
150	727
151	731
152	736
153	740
154	744
155	748
156	753
157	757
158	761
159	766
160	770
161	774
162	778
163	783
164	787
165	791
166	795
167	800
168	804
169	808
170	813
171	817
172	821
173	825
174	830
175	834
176	838
177	843
178	847
179	851
180	855

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSTD (1) : Loyer Conventionné Très Social Dérogatoire - Concerne uniquement les logements < à 65 m²

LCTS (2) : Loyer Conventionné Très Social

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Conventionné Très Social au 01/01/2017 - Zone C Tendue

SUF*	Montant plafond loyer LCTSD (1)
15	88
16	94
17	100
18	106
19	112
20	118
21	123
22	129
23	135
24	141
25	147
26	153
27	159
28	165
29	170
30	176
31	182
32	188
33	194
34	200
35	206
36	212
37	217
38	223
39	229
40	235
41	241
42	247
43	253
44	259
45	264
46	270
47	276
48	282
49	288
50	294
51	300
52	305
53	310
54	314
55	318
56	322
57	327
58	331
59	335
60	339
61	344
62	348
63	352
64	356

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (2)
65	361
66	365
67	369
68	373
69	378
70	382
71	386
72	390
73	395
74	399
75	403
76	407
77	412
78	416
79	420
80	424
81	428
82	433
83	437
84	441
85	445
86	450
87	454
88	458
89	462
90	467
91	471
92	475
93	479
94	484
95	488
96	492
97	496
98	501
99	505
100	509
101	513
102	518
103	522
104	526
105	530
106	535
107	539
108	543
109	547
110	552
111	556
112	560
113	564
114	568
115	573
116	577
117	581
118	585
119	590
120	594
121	598
122	602

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (2)
123	607
124	611
125	615
126	619
127	624
128	628
129	632
130	636
131	641
132	645
133	649
134	653
135	658
136	662
137	666
138	670
139	675
140	679
141	683
142	687
143	692
144	696
145	700
146	704
147	708
148	713
149	717
150	721
151	725
152	730
153	734
154	738
155	742
156	747
157	751
158	755
159	759
160	764
161	768
162	772
163	776
164	781
165	785
166	789
167	793
168	798
169	802
170	806
171	810
172	815
173	819
174	823
175	827
176	832
177	836
178	840
179	844
180	848

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSTD (1) : Loyer Conventionné Très Social Dérogatoire - Concerne uniquement les logements < à 65 m²

LCTS (2) : Loyer Conventionné Très Social

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Conventionné Très Social au 01/01/2017 - Zone C Standart

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (1)
15	79
16	85
17	90
18	95
19	100
20	106
21	111
22	116
23	122
24	127
25	132
26	137
27	143
28	148
29	153
30	159
31	164
32	169
33	174
34	180
35	185
36	190
37	196
38	201
39	206
40	211
41	217
42	222
43	227
44	233
45	238
46	243
47	249
48	254
49	259
50	264
51	270
52	275
53	280
54	286
55	291
56	296
57	301
58	307
59	312
60	317
61	323
62	328
63	333
64	338

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (1)
65	344
66	349
67	354
68	358
69	362
70	367
71	371
72	375
73	379
74	383
75	387
76	391
77	395
78	399
79	403
80	407
81	411
82	415
83	419
84	424
85	428
86	432
87	436
88	440
89	444
90	448
91	452
92	456
93	460
94	464
95	468
96	472
97	476
98	481
99	485
100	489
101	493
102	497
103	501
104	505
105	509
106	513
107	517
108	521
109	525
110	529
111	533
112	538
113	542
114	546
115	550
116	554
117	558
118	562
119	566
120	570
121	574
122	578

SUF*	Montant plafond loyer LCTS (1)
123	582
124	586
125	590
126	595
127	599
128	603
129	607
130	611
131	615
132	619
133	623
134	627
135	631
136	635
137	639
138	643
139	647
140	652
141	656
142	660
143	664
144	668
145	672
146	676
147	680
148	684
149	688
150	692
151	696
152	700
153	704
154	709
155	713
156	717
157	721
158	725
159	729
160	733
161	737
162	741
163	745
164	749
165	753
166	757
167	762
168	766
169	770
170	774
171	778
172	782
173	786
174	790
175	794
176	798
177	802
178	806
179	810
180	814

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSTD (1) : Loyer Conventionné Très Social Dérogatoire - Concerne uniquement les logements < à 65 m²

LCTS (2) : Loyer Conventionné Très Social

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Intermédiaire au 01/01/2017 - Zone B

SUF*	Montant plafond loyer
15	153
16	164
17	174
18	184
19	194
20	205
21	215
22	225
23	235
24	246
25	252
26	258
27	264
28	269
29	275
30	281
31	286
32	292
33	297
34	303
35	309
36	314
37	320
38	325
39	331
40	337
41	342
42	348
43	353
44	359
45	365
46	370
47	376
48	382
49	387
50	393
51	398
52	404
53	410
54	415
55	421
56	426
57	432
58	438
59	443
60	449
61	454
62	460
63	466
64	471

SUF*	Montant plafond loyer
65	477
66	483
67	488
68	494
69	499
70	505
71	511
72	516
73	522
74	527
75	533
76	539
77	544
78	550
79	555
80	561
81	567
82	572
83	578
84	584
85	589
86	595
87	600
88	606
89	612
90	617
91	623
92	628
93	634
94	640
95	645
96	651
97	656
98	662
99	668
100	673
101	679
102	685
103	690
104	696
105	701
106	707
107	713
108	718
109	724
110	729
111	735
112	741
113	746
114	752
115	757
116	763
117	769
118	774
119	780
120	786
121	791
122	797

SUF*	Montant plafond loyer
123	802
124	808
125	814
126	819
127	825
128	830
129	836
130	842
131	847
132	853
133	858
134	864
135	870
136	875
137	881
138	887
139	892
140	898
141	903
142	909
143	915
144	920
145	926
146	931
147	937
148	943
149	948
150	954
151	959
152	965
153	971
154	976
155	982
156	988
157	993
158	999
159	1004
160	1010
161	1016
162	1021
163	1027
164	1032
165	1038
166	1044
167	1049
168	1055
169	1060
170	1066
171	1072
172	1077
173	1083
174	1089
175	1094
176	1100
177	1105
178	1111
179	1117
180	1122

CONVENTIONNEMENT ANAH AVEC TRAVAUX
Loyer Intermédiaire au 01/01/2017 - Zone C "tendue"

SUF*	Montant plafond loyer	SUF*	Montant plafond loyer
15	151	65	458
16	161	66	463
17	171	67	469
18	181	68	474
19	191	69	480
20	202	70	485
21	212	71	490
22	222	72	496
23	232	73	501
24	237	74	507
25	242	75	512
26	248		
27	253		
28	259		
29	264		
30	269		
31	275		
32	280		
33	286		
34	291		
35	296		
36	302		
37	307		
38	313		
39	318		
40	323		
41	329		
42	334		
43	339		
44	345		
45	350		
46	356		
47	361		
48	366		
49	372		
50	377		
51	383		
52	388		
53	393		
54	399		
55	404		
56	410		
57	415		
58	420		
59	426		
60	431		
61	436		
62	442		
63	447		
64	453		

CONVENTIONNEMENT ANAH SANS TRAVAUX**Loyer Intermédiaire au 01/01/2017****- Zone B**

SUF*	Montant plafond loyer
15	163
16	173
17	184
18	195
19	206
20	217
21	228
22	239
23	249
24	260
25	266
26	271
27	277
28	283
29	289
30	295
31	301
32	307
33	313
34	319
35	325
36	330
37	336
38	342
39	348
40	354
41	360
42	366
43	372
44	378
45	384
46	390
47	395
48	401
49	407
50	413
51	419
52	425
53	431
54	437
55	443
56	449
57	454
58	460
59	466
60	472
61	478
62	484
63	490
64	496

SUF*	Montant plafond loyer
65	502
66	508
67	513
68	519
69	525
70	531
71	537
72	543
73	549
74	555
75	561
76	567
77	572
78	578
79	584
80	590
81	596
82	602
83	608
84	614
85	620
86	626
87	631
88	637
89	643
90	649
91	655
92	661
93	667
94	673
95	679
96	685
97	691
98	696
99	702
100	708
101	714
102	720
103	726
104	732
105	738
106	744
107	750
108	755
109	761
110	767
111	773
112	779
113	785
114	791
115	797
116	803
117	809
118	814
119	820
120	826
121	832
122	838

SUF*	Montant plafond loyer
123	844
124	850
125	856
126	862
127	868
128	873
129	879
130	885
131	891
132	897
133	903
134	909
135	915
136	921
137	927
138	932
139	938
140	944
141	950
142	956
143	962
144	968
145	974
146	980
147	986
148	991
149	997
150	1003
151	1009
152	1015
153	1021
154	1027
155	1033
156	1039
157	1045
158	1051
159	1056
160	1062
161	1068
162	1074
163	1080
164	1086
165	1092
166	1098
167	1104
168	1110
169	1115
170	1121
171	1127
172	1133
173	1139
174	1145
175	1151
176	1157
177	1163
178	1169
179	1174
180	1180

* SUF : surface utile fiscale

CONVENTIONNEMENT ANAH SANS TRAVAUX

Loyer Intermédiaire au 01/01/2017

- Zone C "tendue"

SUF*	Montant plafond loyer
15	160
16	171
17	181
18	192
19	203
20	213
21	224
22	235
23	245
24	252
25	258
26	264
27	269
28	275
29	281
30	287
31	292
32	298
33	304
34	309
35	315
36	321
37	327
38	332
39	338
40	344
41	350
42	355
43	361
44	367
45	372
46	378
47	384
48	390
49	395
50	401
51	416
52	422
53	428
54	434
55	439
56	445
57	451
58	457
59	463
60	469
61	475
62	480
63	486
64	492

SUF*	Montant plafond loyer
65	498
66	504
67	510
68	516
69	521
70	527
71	533
72	539
73	545
74	551
75	557
76	562
77	568
78	574
79	580
80	586
81	592
82	598
83	603
84	609
85	615
86	621
87	627
88	633
89	639
90	644
91	650
92	656
93	662
94	668
95	674
96	680
97	686
98	691
99	697
100	703
101	709
102	715
103	721
104	727
105	732
106	738
107	744
108	750
109	756
110	762
111	768
112	773
113	779
114	785
115	791
116	797
117	803
118	809
119	814
120	820
121	826
122	832

SUF*	Montant plafond loyer
123	838
124	844
125	850
126	855
127	861
128	867
129	873
130	879
131	885
132	891
133	896
134	902
135	908
136	914
137	920
138	926
139	932
140	937
141	943
142	949
143	955
144	961
145	967
146	973
147	978
148	984
149	990
150	996
151	1002
152	1008
153	1014
154	1019
155	1025
156	1031
157	1037
158	1043
159	1049
160	1055
161	1060
162	1066
163	1072
164	1078
165	1084
166	1090
167	1096
168	1101
169	1107
170	1113
171	1119
172	1125
173	1131
174	1137
175	1143
176	1148
177	1154
178	1160
179	1166
180	1172

* SUF : surface utile fiscale

CONVENTIONNEMENT ANAH SANS TRAVAUX

Loyer Intermédiaire au 01/01/2017

- Zone C Standart

SUF*	Montant plafond loyer
15	150
16	154
17	158
18	163
19	167
20	171
21	175
22	180
23	195
24	199
25	204
26	209
27	213
28	218
29	222
30	227
31	231
32	236
33	240
34	245
35	249
36	254
37	258
38	263
39	267
40	272
41	277
42	281
43	286
44	290
45	295
46	299
47	304
48	308
49	313
50	317
51	322
52	326
53	331
54	335
55	340
56	345
57	349
58	354
59	358
60	363
61	367
62	372
63	376
64	381

SUF*	Montant plafond loyer
65	385
66	412
67	417
68	422
69	426
70	431
71	436
72	441
73	445
74	450
75	455
76	460
77	465
78	469
79	474
80	479
81	484
82	489
83	493
84	498
85	503
86	508
87	513
88	517
89	522
90	527
91	532
92	536
93	541
94	546
95	551
96	556
97	560
98	565
99	570
100	575
101	580
102	584
103	589
104	594
105	599
106	604
107	608
108	613
109	618
110	623
111	627
112	632
113	637
114	642
115	647
116	651
117	656
118	661
119	666
120	671
121	675
122	680

SUF*	Montant plafond loyer
123	685
124	690
125	695
126	699
127	704
128	709
129	714
130	718
131	723
132	728
133	733
134	738
135	742
136	747
137	752
138	757
139	762
140	766
141	771
142	776
143	781
144	786
145	790
146	795
147	800
148	805
149	809
150	814
151	819
152	824
153	829
154	833
155	838
156	843
157	848
158	853
159	857
160	862
161	867
162	872
163	877
164	881
165	886
166	891
167	896
168	900
169	905
170	910
171	915
172	920
173	924
174	929
175	934
176	939
177	944
178	948
179	953
180	958

* SUF : surface utile fiscale

CONVENTIONNEMENT ANAH SANS TRAVAUX
Loyer Social Dérogatoire 01/01/2017
- Zone B

SUF*	Montant plafond loyer LCSD(1)
15	125
16	133
17	141
18	150
19	158
20	166
21	175
22	183
23	191
24	200
25	208
26	216
27	225
28	233
29	241
30	250
31	257
32	262
33	267
34	273
35	278
36	283
37	288
38	293
39	298
40	303
41	308
42	313
43	318
44	323
45	328
46	333
47	338
48	343
49	348
50	353
51	358
52	363
53	368
54	373
55	378
56	384
57	389
58	394
59	399
60	404
61	409
62	414
63	419
64	424

* SUF : surface utile fiscale

CONVENTIONNEMENT ANAH SANS TRAVAUX

Loyer social dérogatoire au 01/01/2017

- Zone C "tendue"

SUF*	Montant plafond loyer LCSD(1)
15	97
16	104
17	110
18	117
19	123
20	130
21	136
22	143
23	149
24	156
25	162
26	169
27	175
28	182
29	188
30	195
31	201
32	208
33	214
34	221
35	227
36	234
37	240
38	247
39	253
40	259
41	266
42	272
43	279
44	285
45	292
46	298
47	305
48	311
49	318
50	324
51	331
52	337
53	344
54	350
55	357
56	363
57	370
58	376
59	383
60	389
61	396
62	402
63	409
64	415

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSD (1) : loyer Conventionné Social dérogatoire = concerne uniquement les logements < à 65m²

* SUF : surface utile fiscale

CONVENTIONNEMENT ANAH SANS TRAVAUX

Loyer social dérogatoire au 01/01/2017

- Zone C

SUF*	Montant plafond loyer LCSD (1)
15	97
16	104
17	110
18	117
19	123
20	130
21	136
22	143
23	149
24	156
25	162
26	169
27	175
28	182
29	188
30	195
31	201
32	208
33	214
34	221
35	227
36	234
37	240
38	247
39	252
40	257
41	261
42	265
43	269
44	274
45	278
46	282
47	287
48	291
49	295
50	299
51	304
52	308
53	312
54	316
55	321
56	325
57	329
58	334
59	338
60	342
61	346
62	351
63	355
64	359

SUF* : Surface Utile Fiscale

LCSD (1) : Loyer Conventionné Social Dérogatoire = concerne uniquement les logements < à 65m²

* SUF : surface utile fiscale